

L'armée du Burkina Faso appelle la junte à déposer les armes

@rib News, 21/09/2015 – Source Reuters L'armée du Burkina Faso a annoncé lundi que des unités loyales au gouvernement de transition basées en province convergeaient vers la capitale, Ouagadougou, à la suite du coup d'Etat de la semaine dernière, et elle a appelé les putschistes de la garde présidentielle à déposer les armes. Dans un communiqué signé par plusieurs chefs de l'armée, les militaires disent vouloir désarmer "sans effusion de sang" les 1.200 soldats du Régiment de Sécurité présidentielle (RSP), l'unité d'élite de l'ancien président Blaise Compaoré l'an dernier.

"Nous leur demandons de déposer immédiatement les armes et de se rendre au camp Général Sangoulé Lamizana" une caserne de la capitale Ouagadougou, lit-on dans le communiqué qui promet aux putschistes que leur sécurité et celle de leurs familles seront assurées. Des témoins ont vu les soldats loyalistes quitter dans l'après-midi leurs casernes de Ouagadougou (ouest), Fada N'Gourma (est), Kaya (nord), Ouahigouya (nord-ouest) et Bobo-Dioulasso (sud-ouest), la deuxième ville du pays, avec des chars, des camions et des pick-ups escortés par une foule en liesse. Un journaliste de Reuters a constaté qu'un des convois se trouvait vers 16h00 GMT à une centaine de kilomètres de Ouagadougou. En fin d'après-midi, le chef de la junte, le général Gilbert Diendé, a annoncé qu'il acceptait de libérer le Premier ministre du gouvernement de transition, Yacouba Isaac Zida, "en signe d'apaisement" et de bonne volonté à l'égard des médiateurs de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest). MANIFESTATION Dans un communiqué envoyé à la presse, le général Diendé dit craindre que la situation actuelle ne conduise "au chaos, à la guerre civile et à des violations massives des droits de l'homme" dans le pays. Il a promis de rendre le pouvoir au gouvernement de transition dès qu'un accord définitif sera trouvé. Les médiateurs régionaux ont annoncé dimanche soir qu'un projet d'accord avait été rédigé pour mettre fin à la crise politique ouverte par le coup d'Etat du 17 septembre. Mais cet accord, qui prévoyait notamment une amnistie pour les putschistes et la possibilité pour les anciens partisans de Blaise Compaoré de se présenter aux prochaines élections, a été aussitôt rejeté par la société civile et l'opposition. Des manifestants hostiles au général Diendé et à l'accord négocié par le président sénégalais Macky Sall ont érigé des barricades et brûlé des pneus dans plusieurs quartiers de Ouagadougou, lundi. Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, faisant craindre une flambée du conflit. "Il y a un risque de guerre civile désormais. Si (Diendé) reste au pouvoir, la population va se soulever", estime Rinaldo Depagne, directeur pour l'Afrique de l'Ouest de l'organisation International Crisis Group. MISE EN GARDE François Hollande a appelé les auteurs du coup d'Etat à déposer les armes et a menacé de sanctions ceux qui s'opposeraient à la tenue d'élections régulières à l'issue du processus de médiation en cours. Le président français, qui s'est entretenu par téléphone avec Macky Sall, avait déjà lancé une mise en garde dimanche, en marge de son déplacement au Mali. Durant la conversation, François Hollande "a confirmé que la France se réservait la possibilité d'appliquer des sanctions contre ceux qui s'opposeraient à la tenue d'élections régulières et que la France mobiliserait également ses partenaires européens en ce sens", lit-on dans un communiqué de l'Elysée. "Il a appelé l'ensemble des forces impliquées dans le putsch à déposer immédiatement les armes et à rendre le pouvoir aux autorités légitimes, faute de quoi elles devraient en assumer toutes les conséquences." Il a enfin confirmé que la coopération civile, financière et militaire était suspendue jusqu'à la "reprise effective de la transition, sous autorité civile". Les présidents du Tchad et du Niger ont également demandé aux hommes du RSP de déposer les armes. Les soldats de la garde présidentielle étaient bien moins présents lundi dans les rues de Ouagadougou que les jours précédents. A la nuit tombée, des centaines de personnes ont bravé le couvre-feu nocturne imposé la semaine dernière par les putschistes.